



AQUITAINE

Omnium Technique d'Etudes de la Construction et de l'Equipeement en Aquitaine

Siège social : 126, rue des Quatre Castéra – 33 130 BEGLES
SAS au capital de 250 000 € - RCS Bordeaux B 341.724.052



BP 9 LA TOUILLE
24250 CENAC

MAIRIE DE CASTELNAU DU MEDOC
POSTE IMMO

DELOCALISATION DU BUREAU DE POSTE

PRO - DCE

CCTP

LOT
DESAMIANPAGE

AVRIL 2016

ESQ	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE	EXE	
Indice	Date	Libellé de la modification			Etabli par		Vérifié par
0	11/04/2016	Originel			G.LOUSTAUNAU		G.LOUSTAUNAU

SOMMAIRE

1.	GENERALITES	3
2.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	4
2.1.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DU LOT DESAMANTAGE	4
2.1.1.	<i>OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE</i>	4
2.1.2.	<i>CONSISTANCE DES TRAVAUX</i>	5
2.1.3.	<i>DOCUMENTS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE</i>	6
2.1.4.	<i>DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE</i>	6
2.1.5.	<i>DOCUMENTS SPECIFIQUES</i>	6
2.1.6.	<i>PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES</i>	6
3.	DESCRIPTION ET POSITION DES OUVRAGES	7
3.1.	INSTALLATION DE CHANTIER	7
3.2.	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE	7
3.2.1.	<i>DIAGNOSTIC</i>	7
3.2.2.	<i>CONSISTANCE DES TRAVAUX</i>	7
3.2.3.	<i>PLAN DE RETRAIT</i>	7
3.2.4.	<i>DEPOSE DES MATERIAUX AMIANTES</i>	8
3.2.5.	<i>PRESCRIPTION CONCERNANT LES DEPOSES DE MATERIAUX AMIANTES</i>	8
3.2.6.	<i>GESTIONS DES DECHETS</i>	9
3.2.7.	<i>CONTROLES</i>	10
3.3.	TRAVAUX EN OPTION	10

1. GENERALITES

Le présent document est le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) qui définit les ouvrages à réaliser au titre du **lot – DESAMANTAGE** dont l'objet est de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restrictions ni réserves pour la **Délocalisation du bureau de poste de Castelnau de Medoc** en liaison avec les autres pièces du DCE.

Avant la remise de son offre, l'Entreprise devra se rendre sur place pour juger de toutes les sujétions à prendre en compte dans son offre.

Il est réputé avoir pris connaissance de toutes les contraintes liées aux bâtiments existants, modalités d'accès.

L'Entreprise est tenue d'établir le devis quantitatif estimatif sur la base du cadre de bordereau joint au dossier de consultation. Elle mentionnera à la fin du quantitatif les remarques éventuelles qu'elle jugerait nécessaire.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, l'Entrepreneur est dans l'obligation d'obtenir de la Maîtrise d'œuvre, toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires et de prévoir dans son devis tous les travaux indispensables.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DU LOT DESAMANTAGE

2.1.1. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise du présent lot est tenue de respecter toutes les dispositions prévues dans les Prescriptions communes à tous les lots et le C.C.A.P.; que les travaux soient à la charge ou à répartir entre ses sous-traitants ou les Entreprises des lots secondaires.

L'Entrepreneur est censé avoir pris connaissance des états des lieux avant la remise de son offre.

2.1.1.1. DISPOSITIONS DURANT LES TRAVAUX

La proposition de l'Entreprise s'entend compris :

- 1- La réfection de tous les travaux défectueux et ce, jusqu'à réception des travaux de Gros œuvre

Les ouvrages en béton brut de décoffrage destinés à rester apparents seront, en cas de défauts constatés lors du décoffrage, entièrement démolis et repris. Les ragréages sont exclus sur ce genre d'ouvrage sauf accord écrit de l'Architecte.

- 2- Les sujétions dues à la présence d'autres Corps d'Etat sur le chantier rappelées au C.C.A.P. et au C.C.T.P.
- 3- La protection contre les ébranlements, les chocs et les épaufrures des arêtes, la protection contre la dessiccation et le gel, la protection des différents revêtements (parements, enduits décoratifs etc...) jusqu'à la réception des ouvrages.

2.1.1.2. CONTROLES ET ESSAIS

Tous les ouvrages réalisés devront être conformes aux échantillons approuvés.

Tous les essais de contrôle nécessités par les Règlements seront à la charge de l'Entreprise et effectués par un organisme agréé, ceci vise notamment :

1. Les essais de contrôle des bétons durcis suivant réglementation en vigueur
2. Les essais concernant les fondations spéciales.

Les procès-verbaux des essais de contrôle seront soumis au Maître d'Oeuvre en temps opportun pour permettre une rectification en temps utile.

2.1.1.3. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PAR L'ENTREPRISE

3. Assurance concernant les travaux de désamiantage
4. Plan de retrait soumis au C.H.S.C.T. de l'Entreprise, à l'Inspection de Travail, Caisse Régionale d'Assurance maladie, l'O.P.P.B.T.P. un mois avant le début des travaux
5. Autorisation d'acceptation des déchets d'amiante dans un centre de traitement
6. Justification du suivi médical des employés
7. Qualification de l'Entreprise

2.1.1.4. DOMMAGES AUX TIERS – ETAT DES LIEUX

Il est bien précisé que l'Entrepreneur du présent lot est entièrement responsable de tout dommage corporel et matériel occasionné à des tiers par les travaux de son lot, ainsi que tous dommages aux réseaux divers (apparents ou cachés) qui seraient en service.

Il fera son affaire de toute démarche auprès des riverains jouxtant le chantier ainsi qu'auprès des services publics pour les réseaux éventuels.

L'Entrepreneur prendra à sa charge, et sous sa seule responsabilité, toutes dispositions nécessaires de sécurité et de protection ainsi que tous travaux confortatifs nécessaires au fait de l'exécution des travaux de son lot.

2.1.1.5. INTERPRETATION DU C.C.T.P.

L'Entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les Règles de l'Art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au C.C.T.P.

De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, ainsi qu'au présent C.C.T.P. quand bien même diverses indications de détails ne seraient pas précisées, l'Entrepreneur reconnaissant avoir suppléer par des connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du document fourni.

Il est notamment précisé que « les niveaux bruts » indiqués sur les planchers sont donnés à titre indicatif en prévision d'une réserve pour les revêtements de sol. Aucun complément de prix ne pourra être exigé par l'Entrepreneur pour des modifications d'altimétrie ou d'implantation d'une valeur inférieure à 10cm.

L'Entrepreneur du présent lot devra prendre contact avec tous les adjudicataires des autres lots, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs. Il a le devoir de prendre connaissance des pièces des dossiers des autres Corps d'Etat, et ne pourra en aucun cas ni en aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer.

L'Entrepreneur est réputé connaître la nature du terrain et l'emplacement du chantier, ainsi que les possibilités d'accès, les disponibilités en eau et en énergie etc... et plus généralement, les conditions locales du site où seront exécutés les travaux.

Par ailleurs, l'Entrepreneur est tenu de vérifier, avant tout commencement d'exécution, des cotes des documents graphiques et signaler au Maître d'Œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait constater, ou le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

En cas d'absence ou d'oubli d'une tâche due par l'Entrepreneur, en cours d'exécution de ses travaux, celui-ci sera tenu pour responsable et aura à sa charge les modifications qu'elles entraînent pour tous les Corps d'Etat concernés.

2.1.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent document a trait aux travaux à exécuter, en concordance avec les plans des états des lieux pour la déconstruction des bâtiments et extérieurs. L'entreprise devra exécuter, comme étant compris dans leur forfait, sans exception ni réserve, tous les travaux de leur profession indispensables au parfait achèvement des ouvrages, et ce, quelles que soient les quantités d'ouvrages qu'elles auront énoncées dans leurs offres.

Les travaux sont repérés sur le plan DES 01 « repérage travaux déconstruction et désamiantage »

La prestation comprend :

- Travaux préliminaires :
 - Installation de chantier, constat d'état des lieux,
 - Consignation des réseaux.
- Dépose et traitement des matériaux contenant de l'amiante.

En particulier, lui sont parfaitement connus :

- le site et ses sujétions propres,
- la nature des bâtiments existants avant désamiantage,
- les contraintes relatives aux propriétés voisines,
- les modalités d'accès, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- les contraintes relatives aux exigences du planning d'intervention,
- les possibilités locales de traitement des déchets.

En toutes hypothèses, pour l'établissement de son offre, le soumissionnaire tiendra compte des travaux décrits aux CCTP des autres lots susceptibles d'interférer avec ses propres prestations.

2.1.3. DOCUMENTS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

- Rapport d'expertise du Diagnostic Plomb avant travaux établi par la société ODE sous la référence DO5-002050216 à la date du 04/02/16
- Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment établi par la société ODE sous la référence DO5-002050216 à la date du 04/02/16
- Rapport de mission de repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante avant travaux, sous la référence 15BX0312-1 en date du 07/04/2015 établi par la Société PARALLELE 45

2.1.4. DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE

- Plans de retrait matériaux amiantés, ce document sera obligatoirement remis à l'appel d'offres
- L'établissement d'un bordereau de suivi de déchet industriel (B.S.D.I.) et bordereau de suivi des déchets amiante (B.S.D.A.).
- DOE avec l'ensemble des bordereaux d'élimination des déchets

2.1.5. DOCUMENTS SPECIFIQUES

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément aux Prescriptions des Règlements en vigueur, à la date des travaux de désamiantage.

2.1.6. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

L'entreprise met en œuvre tout moyen afin d'assurer un chantier à faibles nuisances :

- évacuation des eaux usées filtrées afin de répondre aux normes sanitaires dans le réseau E.U. à l'exclusion de tout autre réseau,
- prévention des risques de pollution par fuite au moyen de bac de rétention des fluides
- prévention des risques de pollution par des contrôles externes d'analyse environnementale,
- définition de méthodologie limitant les nuisances (acoustiques, etc...) en privilégiant l'utilisation de matériels de nouvelle génération (groupe électrogène, extracteurs, etc...).

3. DESCRIPTION ET POSITION DES OUVRAGES

3.1. INSTALLATION DE CHANTIER

Métré : ensemble
Nature :

Pendant la période de préparation, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite de son chantier en conformité avec le PGC.

La déclaration et l'obtention des accords administratifs.

La gestion des bennes nécessaires à la démolition, de ses propres gravats et de leur évacuation,

La fourniture d'un plan de collecte sélective spécifique au chantier, avec l'implantation des containers ou des bennes en nombre suffisant par rapport aux volumes traités.

L'enlèvement de ces bennes par des sociétés spécialisées dans des déchetteries ou des centres de traitement agréés, organisé de telle manière que la circulation des véhicules ne provoque pas une nuisance pour l'environnement du chantier.

Le nettoyage des propres gravats et de leur évacuation.

La mise hors service des réseaux de toute nature situés dans le périmètre de l'opération avec fourniture des certificats de consignation.

Les alimentations de chantier pour la phase désamiantage.

constat d'huissier des zones de travaux et avoisinants

3.2. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

3.2.1. DIAGNOSTIC

Un diagnostic de recherche des matériaux contenant de l'amiante avant travaux a été réalisé par la Société PARALLELE 45, sous le n° de dossier 15BX0312-1 en date du 07/04/2015.

3.2.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

- Préparation de chantier et installation de chantier nécessaire et spécifique aux travaux de désamiantage selon la réglementation en vigueur
- Préparation des zones de travail, mise en sécurité des zones de travail.
- Démontage des éléments limitant la circulation des hommes et la manutention des déchets
- Travaux de dépose des ouvrages existants contenant de l'amiante y compris les travaux de démolition associés
- Démarche administrative
- Essais réglementaires, mesures de toutes les analyses préalables (notamment prélèvement atmosphérique) et libératoires, analyses des eaux résiduelles avant rejet
- Contrôle interne et externe
- Evacuations des matériaux amiantés, compris chargement, transport et mis en décharge agréé. Traçabilité de la gestion des déchets avec restitution au Maître de l'ouvrage de BDSA dans les meilleurs délais
- Repli des installations de chantier

3.2.3. PLAN DE RETRAIT

Le plan de dépose et de retrait des produits contenant de l'amiante devra impérativement être établi par l'Entreprise. Ce plan devra comporter les informations sur :

- La nature et la durée des travaux,

- Le lieu où les travaux sont effectués,
- L'évaluation du danger avec l'identification de l'amiante et l'analyse du risque,
- Les méthodes mises en œuvre pour organiser le chantier, la gestion d'exposition à l'amiante et la gestion des déchets,
- Les mesures de prévention avec les caractéristiques des équipements et moyens de prévention individuelle et collective utilisés et leur mise en œuvre pour assurer la sécurité des personnes se trouvant à proximité du chantier,
- La fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier.

Le plan devra être transmis un mois avant le début des travaux aux autorités compétentes (Inspection du Travail, Médecine du Travail, OPPBTP, CRAM, etc.). Le délai devra être mis à profit pour valider avec ces organismes, les procédures proposées.

3.2.4. DEPOSE DES MATERIAUX AMIANTES

Métré	:	Plaque isolante au m ² Calorifugeage au m ² Conduits d'air au ml Plaque ondulée au m ² Faux Plafond m ² Elément spécifique de couverture à l'Unité
Localisation	:	Suivant plan de repérage donné dans le diagnostic PARALLELE 45
Nature	:	En fonction des conclusions du rapport PARALLELE 45, les éléments suivants contiennent de l'amiante : <ul style="list-style-type: none">▪ Chaudière: plaque isolante externe et calorifugeage▪ Conduits d'air▪ Plaque Ondulée▪ Faux plafond L'entreprise du présent lot prendra en charge la protection provisoire du bâtiment notamment la mise en place d'une bâche de protection en toiture pendant une période d'environ un mois.

3.2.5. PRESCRIPTION CONCERNANT LES DEPOSES DE MATERIAUX AMIANTES

3.2.5.1. CONFINEMENT

Le titulaire du lot réalisera les confinements des zones à traiter comprenant :

- Aménager un seul accès à la zone par un sas à trois compartiments : un premier compartiment (de l'extérieur de la zone vers l'intérieur) doit être destiné à la prise des vêtements de travail et à la prise des protections respiratoires (entrée dans la zone comprenant des chaises, patères, miroirs, etc....)
- Aménager une installation de sortie : en sortie de zone, l'intervenant doit se dépoussiérer, humidifier sa combinaison l'aide d'un pulvérisateur et retirer ses vêtements de travail puis les déposer dans un réceptacle situé dans le deuxième compartiment.

Dans tous les cas les déchets seront évacués via un sas spécifique.

La zone de travail sera parfaitement isolée afin de contenir l'empoussièrement et éviter toute pollution de l'environnement. Les ouvertures ainsi que les aérations seront obstruées par des films tendus en matière plastique (double peau 200 µm) joints aux supports de matière étanche à l'air sur la totalité du pourtour.

Toutes les parois (hors partie concernée par le retrait d'amiante) seront confinées avec des films tendus en matière plastique (double peau 200 µm) joints aux supports de matière étanche à l'air.

Il sera procédé à un contrôle de l'étanchéité du confinement par test à la fumée.

3.2.5.2. SYSTEME EXTRACTION ET RENOUVELLEMENT D'AIR

Le titulaire du lot mettra en œuvre un système d'extraction permettant d'assurer une légère dépression et un renouvellement d'air.

L'arrivée d'air neuf se fera par le SAS et des ouvertures dimensionnées à cet effet permettant le passage de l'air depuis l'entrée jusqu'à la zone de travail.

L'air extrait est filtré avant rejet à l'extérieur de la zone de travail. Les extracteurs seront munis de filtre à très haute efficacité (>99%) et d'une double filtration THE pour assurer une épuration de la zone.

Le système d'extraction et de renouvellement d'air sera prévu sous « sauvegarde et contrôle ». (Autocommutateur, extraction de secours, contrôleur de dépression, groupe électrogène).

Il sera procédé à des mesures de pertes de charges des filtres et de dépression des zones confinées.

3.2.5.3. TRAITEMENT DE L'EAU

Le compartiment « douche corporelle », du sas d'accès des opérateurs sera équipé d'une douche, d'une unité de chauffage et de filtration (filtres 5µm) des eaux usées de type UCF 125.

Le premier compartiment du sas évacuation des déchets et la « douche habillée » sont équipés d'une douche froide. Les eaux de lavage devront traitées dans une unité de filtration de type UF300 E disposant d'un système filtrant équivalent à trois étages (50µm, 20µm, 5µm).

3.2.6. GESTIONS DES DECHETS

Métré : Tonne

Nature : la prestation comprendra :

Les déchets seront conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage, leur stockage et selon la procédure de sortie des déchets de la zone contaminée.

L'entrepreneur a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux et de ses déchets d'emballage et résidus de consommables et assure leur évacuation conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'entrepreneur trie ses déchets. Il garantit le non- mélange des déchets pour chacun des conteneurs.

L'entrepreneur assure la traçabilité des déchets.

L'entrepreneur pèse ses déchets. Il renseigne le tableau de suivi des déchets.

L'entrepreneur fournit et renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets Amiante ; il leur attribue un numéro chrono. L'entrepreneur assure la gestion du BSDA jusqu'au traitement final du déchet.

Le titulaire doit la fourniture des grands récipients pour vrac, nécessaires à la manutention et au transport des sacs de déchets d'amiante et répondant aux critères d'exigences du centre de traitement.

Les déchets contenant de l'amiante arrivent sur le site de traitement en double conditionnement étanche. Tout conditionnement devra être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionnera le numéro de SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement.

Les numéros des scellés sont indiqués sur le BSDA.

3.2.6.1. EVACUATION TRANSPORT ET TRAITEMENT

- Métré : Val
- Nature : la prestation comprendra :
- Transport des déchets suivant réglementation vers le centre de traitement par **mise en centre de stockage agréé** le plus proche. Ce centre sera déclaré avant le début des travaux

3.2.7. CONTROLES

- Métré : Val
- Nature : la prestation comprendra :
- L'Entreprise mettra en place, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets sur l'environnement atmosphérique du site.
- Elle aura à sa charge tous les contrôles suivant réglementation en vigueur.
- Les méthodes de mesure ainsi que le système de contrôle ou d'alarme associé seront validés par le coordonnateur SPS et/ou le médecin du travail et/ou le CHSCT de l'entreprise si nécessaire.
- En toutes hypothèses, ces dispositions seront portées à la connaissance du maître d'œuvre pour information.
- Fourniture des conclusions des rapports de contrôle libératoire avant dépose des installations et libération des zones.

3.3. TRAVAUX EN OPTION

L'entreprise chiffrera en option la plus-value pour traitement des matériaux amiantés par inertage.